

et sans tenir compte des points qu'elles auront obtenus.

Ceci place le soldat revenu dans une position plus avantageuse que celle des membres ordinaires du service civil et c'est, je le crois, fort juste. Je crois que nous partageons tous l'avis du sénateur du Golfe (l'honorable M. L'Espérance) quand il nous dit que les membres du Parlement seront soulagés de n'avoir pas à s'occuper de la question du patronage et j'espère qu'ils appuieront tous le Gouvernement dans ses efforts pour faire du service civil une profession dont tout homme du pays sera fier de faire partie et dans laquelle il pourra entrer avec la conscience que se développe devant lui une carrière où il peut compter servir son pays et qui, quand viendra pour lui l'époque de la vie où il ne pourra plus remplir ses devoirs, lui permettra de se retirer avec honneur et crédit sachant qu'il a offert au pays une vie bien dépensée dans le meilleur service qu'il a pu donner.

Les autres mesures qui seront présentées au Sénat peuvent mieux se discuter au fur et à mesure qu'elles se présenteront; mais je désire attirer en ce moment l'attention du Gouvernement sur le contrôle alimentaire. C'est une question qui occupe l'esprit de tous, dans toutes les parties du pays. Dans l'Ouest, on a critiqué considérablement la manière dont cette question du contrôle alimentaire a été traitée. Le peuple comprend probablement mal les difficultés sous lesquelles le Gouvernement se débat, celles qui touchent au problème des transports. Cependant, l'honorable leader du Gouvernement se souviendra que, l'an dernier, on a encouragé le peuple à augmenter la production des substances alimentaires. Le résultat, c'est que, dans la province d'où je viens, on a cultivé une quantité considérable de pommes de terre, d'autres légumes et produits de la ferme susceptibles de se détériorer. Les usines de conserves par évaporation de la côte ont été remplies et, actuellement, les cultivateurs ont sur les bras des quantités de légumes qui ne rencontrent pas de demandes. Les usines d'évaporation ne sont pas à même de faire des arrangements financiers avec les cultivateurs parce qu'elles ont atteint la limite de leurs crédits et il semble qu'elles ne puissent pas vendre leurs produits. J'ai rencontré beaucoup de personnes qui m'ont dit que la situation ne pouvait les encourager à renouveler cette année leur effort de l'an dernier. Cette situation peut être particulière au pays d'où je viens et je crois qu'elle a été provoquée

dans une grande mesure par les difficultés du transport. Personne peut-être, sauf un membre du Gouvernement, ne saurait comprendre ou savoir ce que signifie la question de transport à l'heure qu'il est, ni les difficultés qui existent pour trouver les moyens d'envoyer les produits aux endroits d'Europe où ils sont nécessaires; mais je crois que cette question devrait être fouillée et que des instructions devraient être données aux cultivateurs afin qu'ils sachent au juste ce qui convient le mieux pour eux de cultiver durant la saison qui commence. Etant donné que les céréales peuvent s'emmagasiner plus facilement qu'aucun article dans le genre légumes, on devrait dire aux cultivateurs de tendre tous leurs efforts vers la production d'une récolte de grain. Il n'y a pas de doute que le Gouvernement peut trouver des moyens d'emmagasiner le grain beaucoup mieux et à meilleur compte. Si c'était nécessaire de le faire, ils pourraient produire des récoltes comme les pommes de terre qui durent peu et sont susceptibles de se perdre.

Il en est de même au sujet de la campagne qu'on a faite dans l'Ouest pour l'élevage des porcs. Les statistiques nous indiquent qu'il existe aujourd'hui dans l'univers un manque de 35,000,000 de porcs, mais si les difficultés de transport viennent encore compliquer cette question, ceux qui commencent actuellement l'élevage d'un grand nombre de porcs pourront s'apercevoir, le jour où ces animaux seront prêts pour le marché, que ce marché n'existera pas pour eux, parce que les acheteurs alliés qui, je présume, organisent l'expédition de tous les approvisionnements, ne seront pas à même d'expédier ces animaux. Si ceux qui en ont élevé de grandes quantités ne peuvent en disposer dès qu'ils seront prêts pour le marché, il en résultera de graves embarras. Nous avons passé par là dans l'Ouest, lors du début de la guerre. Il s'est produit des conditions telles que la demande de ces animaux était apparemment restreinte et d'aucuns qui s'occupent d'élevage, m'ont dit qu'on avait été jusqu'à tuer les porcs parce qu'on n'avait pas de quoi les nourrir et qu'on ignorait s'il existerait un marché ou non. Quand un grand nombre de personnes se lancent dans l'élevage des porcs, comme il est possible qu'elles le fassent, sans étudier à fond toute la question, il en résulte souvent une perte et des désappointements dans tout le pays et je crois que le commissaire des vivres serait bien avisé s'il donnait des instructions qui serviraient, du moins, de guide aux personnes qui entreprennent cet élevage.